

## Communiqué « Extorsion sexuelle contre notes »

### Agression basée sur le genre et forme de corruption et d'abus de pouvoir

Transparency Maroc suit avec un intérêt particulier, les informations rapportées par la presse et les réseaux sociaux sur les pratiques de harcèlement et d'extorsion sexuelle récemment subies par des étudiantes dans certaines universités et établissements de l'enseignement supérieur.

Transparency Maroc condamne avec force, ces actes odieux qui font violence aux étudiantes, portent atteinte à leur dignité et conduisent à de graves préjudices à leur sécurité mentale et physique.

L'extorsion sexuelle est un détournement de pouvoir à des fins privées. Elle constitue, de ce fait, l'une des formes de corruption les plus insupportables. Au-delà de l'espace universitaire, ces pratiques se retrouvent, dans nombre d'autres secteurs où le genre constitue une monnaie d'échange.

Le projet "impact et manifestation de la corruption sur la femme" qu'avait conduit transparency maroc, a mis en évidence le fait que les femmes subissent des formes distinctives de corruption dont celle de la violence sexuelle. Ces manifestations de corruption féminines aggravent les inégalités entre les deux sexes.

Pour toutes ces raisons, Transparency Maroc :

- Salue l'engagement rapide des poursuites judiciaires et les décisions administratives prises par le département de l'Enseignement supérieur, certaines universités et grandes écoles pour contrer et prévenir ces agissements ;
- Considère que les dispositions du code pénal sur la corruption et le trafic d'influence et celles sur la violence faite aux femmes constituent une base légale pour engager l'action publique,
- Demande d'introduire, dans le projet du code pénal, l'extorsion sexuelle comme forme de corruption et d'abus de pouvoir ;
- Exhorte les pouvoirs publics à prendre des dispositions préventives dans toutes les administrations et établissements des secteurs public et privé pour faire face à ce phénomène et mettre en place des mécanismes sécurisés pour l'écoute, le recueil des plaintes et l'engagement de l'action publique contre les suspects ;
- Demande aux pouvoirs publics de mettre sur pieds un dispositif d'observation et de suivi des crimes d'extorsion sexuelle et les crimes de violence basés sur le genre, d'en faire l'analyse et d'en assurer la diffusion ;
- Appelle les pouvoirs publics à conduire des études et des recherches de terrain, à renforcer le système des données autour de ces crimes, pour les circonscrire, en identifier les causes, et proposer les mesures pour les prévenir.

L'association, partant de ses convictions, considère cependant que l'extrême gravité des actes ne doit nullement constituer un prétexte pour passer outre les principes fondamentaux garantissant le procès équitable dont ceux de la présomption d'innocence et du secret de l'instruction. Ces principes doivent être respectés par tous et en toutes circonstances.

**Le 6 janvier 2022**

**Le bureau exécutif**

**Casablanca** : 24, Rue Khouribga 3ème étage – Tel+ 212 5 225426 99 - Fax +212 5 22451391 **Rabat** :28, Rue Oum Errabia, Agdal, Tél : +212 5 37 77 80 01 - Fax : +212 5 37 68 36 82

Email : [contact@transparencymaroc.ma](mailto:contact@transparencymaroc.ma) / Site web : [www.transparencymaroc.ma](http://www.transparencymaroc.ma)